

# Patronat et gouvernement en appellent au "dialogue social" pour s'attaquer à la Sécurité sociale, au Code du travail, aux chômeurs...

## Fillon, le 3 novembre



Dès le 3 novembre, François Fillon a tracé la ligne et la méthode du gouvernement qui allait être nommé onze jours plus tard : « Est-ce qu'on pouvait laisser croire aux Français qu'on peut vivre sans efforts ? Qu'on peut vivre sans réformes avec 1 500 milliards de dettes ? Notre pays a encore besoin de réformes. Et pour cela, je considère que la place du dialogue social doit être centrale (...).

Désormais, avec la loi du 20 août 2008, la représentativité des organisations syndicales de salariés s'appréciera en priorité au vu de leurs résultats aux élections professionnelles. Des partenaires sociaux forts, des partenaires sociaux représentatifs auront, je l'espère, je le crois, la culture du dialogue, le goût de la négociation et le sens du compromis (...).

Nous sommes actuellement encore dans une phase de recomposition du dialogue social, puisque la loi de 2008 s'applique à peine, et ce à quoi nous avons assisté ces dernières semaines, c'est, en tout cas je l'es-

père, les derniers soubresauts d'un modèle ancien. »

Annonçant une « stricte discipline budgétaire d'ici à 2013 », il annonce différents « défis », dont celui de l'emploi des jeunes et des seniors, ou encore celui de « la Sécurité sociale, qui nous impose de lutter contre les déficits ».

## Le conseiller social de Sarkozy, le 10 novembre



Raymond Soubie, conseiller social de Sarkozy qui a conduit la contre-réforme des retraites, ajoutait avant son départ, le 10 novembre : « Il faut travailler, et c'est une affaire de long terme, à mettre en place un système de relations sociales qui permettent des compromis beaucoup plus forts sur des sujets de société. » Il estime par ailleurs : « Il y a de grands sujets devant nous à négocier entre patronat et syndicats : les retraites complémentaires, la convention Unedic, la médecine du travail, le juste partage des richesses dans l'entreprise, l'emploi et la formation professionnelle... »

## La présidente du Medef, le 14 novembre

Sur Europe 1, dimanche 14 novembre, la présidente du Medef, Laurence Parisot, salue avec enthousiasme la reconduction de François Fillon à Matignon : « Un homme d'une grande rigueur », dit-elle, estimant que la priorité du nouveau gouvernement est de « continuer à travailler au désendettement et à la baisse des déficits publics ». Dans cet objectif, ajoute-t-elle, « il faut continuer les réformes structurelles », notamment celle de l'assurance maladie.

Elle aussi insiste sur l'importance d'associer les organisations syndicales : « Dès demain, je vais inviter très officiellement chaque numéro un pour une série d'entretiens bilatéraux pour examiner si nous pouvons établir un agenda social de l'année à venir, et même des deux années à venir. »



Photos AFP

## Le nouveau ministre du Travail, le 15 novembre

Le 15 novembre, sitôt en fonction, Xavier Bertrand déclare sur RTL : « Dès hier soir, j'ai eu l'occasion de m'entretenir au téléphone avec certains responsables syndicaux. Nous allons nous voir dans les prochains jours qui viennent, parce que le dialogue social est essentiel pour réussir. »

« Dans tous les esprits, précise-t-il, il y a la question de l'emploi des jeunes, de l'emploi des seniors et de l'emploi des personnes handicapées. »

L'emploi des jeunes ? Le gouvernement veut encore étendre « l'alternance », qui confine les jeunes dans la précarité et les formations bidons. L'emploi des seniors ? Avec la réforme des retraites, c'est jusqu'à 62, voire 67 ans, qu'il faudra travailler. Et ce serait cela que les syndicats devraient « négocier » ?

Y. L. ■

## L'alliance avec la CFDT provoque de vifs débats dans la CGT

### De nombreux syndicats CGT dénoncent le soutien de la CFDT à un système de retraite par points.

Tout au long de ces derniers mois, la direction confédérale de la CGT a privilégié l'alliance avec la CFDT. Cette stratégie a conduit la direction de la CGT à toujours refuser d'appeler à la grève interprofessionnelle pour le retrait de projet de loi sur les retraites, provoquant de vifs débats au sein de la CGT. La sortie de François Chérèque, le 25 octobre, concluant en direct sur un plateau de télévision un accord avec Laurence Parisot (Medef) pour une « négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors », dans le silence de Bernard Thibault, a aggravé les choses.

D'autant plus que la CFDT revendique ouvertement une « réforme systémique » des retraites, pouvant passer par un système de « retraite par points », dont le lancement, en 2013, a été inscrit à la dernière minute dans la loi.

Depuis, de nombreux syndicats CGT ont pris position contre une telle mesure. La fédération CGT des cheminots, dans un dernier tract, déclare : « Preuve que le pouvoir n'est pas tranquille, le Medef et le gouvernement multiplient les appels du pied vers la CFDT et le PS pour avancer le rendez-vous prévu en 2014 sur la réflexion d'une réforme systémique visant à modifier le système actuel en système à points. » Parmi bien d'autres syndicats, le congrès de l'union locale CGT de l'agglomération de Cergy-Pontoise et ses environs (Val-d'Oise), réuni les 4 et 5 novembre 2010, exige « l'abrogation de la loi Sarkozy-Fillon » et « condamne la proposition de réforme systémique visant à la mise en place d'un système de retraite par points qui signifierait un calcul du montant de la retraite sur l'ensemble de la carrière, ainsi qu'une remise

en cause du Code des pensions et des régimes particuliers, et aboutirait à la baisse de nos pensions ».

Pour l'instant, la direction confédérale de la CGT, qui doit réunir un conseil confédéral national (CCN) les 17 et 18 novembre, ne dit rien. Ou plutôt, une chose et son contraire. Dans un bulletin d'information, *Mobilisations au quotidien*, daté du 2 novembre 2010, elle qualifie de « recul du gouvernement » l'amendement à la loi qui ouvre vers une réforme systémique, avec la possibilité d'un système unique de retraite par points, à partir de 2013. Mais, dans le même document, la direction confédérale de la CGT reconnaît qu'un tel système « conduirait à entériner une baisse programmée, mais mieux cachée, des pensions ». A l'évidence, le débat n'est pas terminé... ■

## La direction du PS avance son programme pour 2012

« Plus que jamais, nos concitoyens le savent : le vrai changement aura lieu par leur vote, en 2012 », a déclaré Martine Aubry après la nomination du gouvernement. Le 9 novembre, le conseil national du Parti socialiste a adopté un texte intitulé *Convention égalité réelle*.

Une sorte de programme, écrit sous la houlette de Benoît Hamon, dirigeant de « l'aile gauche » du PS, mais qui a bénéficié du soutien, à cette occasion, des partisans de Dominique Strauss-Kahn, l'actuel patron du Fonds monétaire international... On comprend pourquoi. Le texte, de plus de 40 pages, fait sienne l'exigence de

« réduction des déficits et de l'endettement ». Concernant la santé et la Sécurité sociale, le texte se prononce pour « le développement des alternatives à l'hospitalisation », « la rationalisation des structures hospitalières » et « réduire la course aux actes médicaux et les prescriptions inutiles... Pas question de remettre en cause la loi Bachelot et ses agences régionales de santé instituées pour liquider des services hospitaliers entiers.

Le texte revendique également « un grand impôt citoyen fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG ». Disons-le nettement : cette fusion est une revendication des patrons. ■

L'Institut Montaigne, dirigé par le président d'honneur d'Axa, Claude Bébear, propose en effet, dans une note de 2010, la « fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG pour créer un nouvel impôt progressif ». Cela permettrait, ajoute l'institut patronal, que « les cotisations patronales (soient) supprimées ». En novembre 2001, le Medef, dans ses propositions « pour une nouvelle architecture de la protection sociale », avançait déjà la même exigence.

C'est simple : basculer CSG et cotisations sociales dans un impôt sur le revenu élargi (payé par les travailleurs) permettrait que le patronat ne paie plus rien ! ■

## ÉDITORIAL

### Leur feuille de route

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

Un « non-événement », le remaniement ministériel ? Pas si simple. Entre Fillon 1 et Fillon 2, il y a eu le discours du 3 novembre. Nous l'avons caractérisé dans ces colonnes, la semaine dernière, comme une déclaration de guerre contre la classe ouvrière et la population. Prenant appui sur la loi sur la représentativité du 20 août 2008, le Premier ministre s'y engageait à mettre en œuvre toutes les contre-réformes.

C'est pour tenter de mener cette attaque frontale contre la démocratie et les droits ouvriers que Fillon a donc été reconduit et s'est adjoint Juppé (auteur du plan de 1995) et Xavier Bertrand (coauteur, avec Thibault et Chérèque, des accords sur la représentativité). Aussitôt le gouvernement nommé, les confédérations syndicales sont sollicitées. Le Medef les invite à engager sans tarder les prétendues négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors (l'accompagnement de la contre-réforme des retraites). Et Xavier Bertrand les appelle à mettre en œuvre la feuille de route du gouvernement.

A cette offensive, que répondent les uns et les autres ? Sur un plan syndical, la confédération CGT salue comme « un recul du gouvernement l'annonce d'une "réforme systémique" ouvrant la perspective d'un régime universel » (1), c'est-à-dire la remise en cause de tous les régimes de retraite existants. Au plan politique, Martine Aubry, François Hollande et autre Dominique Strauss-Kahn s'empressent... d'en appeler à 2012 ! Autrement dit : laisser les mains libres au gouvernement pour qu'il puisse, dix-huit mois durant, poursuivre sa besogne de destruction.

Fillon l'a pourtant indiqué : toute sa politique vise, plus que jamais, à satisfaire les exigences des marchés, qui contrôlent les 1 500 milliards d'euros de l'endettement français. Les marchés sont comme l'ogre des contes pour enfants : ils ne sont jamais rassasiés. Après avoir ingurgité un morceau important de nos régimes de retraite, ils réclament tout de suite des pans entiers de l'assurance maladie. Il leur faut prélever toujours et encore sur la force de travail de l'ouvrier et du jeune, par exemple en faisant travailler les seniors ou en généralisant la précarité pour la jeunesse. Et tout cela pour quoi ? Pour conduire à la faillite, comme c'est le cas aujourd'hui en Irlande, en Grèce, au Portugal. Une faillite utilisée à nouveau par l'Union européenne, la Banque centrale et le Fonds monétaire international pour imposer de nouvelles mesures d'austérité, toujours plus brutales, toujours plus violentes. Et aussi pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils accompagnent en silence, par exemple en renonçant au droit de grève pour des années, comme ils l'ont fait en Irlande.

Jusqu'où cela ira-t-il ? Un rapport officiel signale que plus de deux millions d'enfants vivent, en France, sous le seuil de pauvreté. Combien d'ici à 2012 si se poursuit la mise en œuvre des plans destructeurs exigés par les « marchés » au nom des 1 500 milliards d'endettement ?

Tout se concentre aujourd'hui sur l'exigence de la rupture avec le diktat d'une dette qui n'est pas celle du peuple. Tout se concentre dans la nécessité d'un bloc uni des travailleurs et des organisations pour dire : maintenant, tout de suite, il faut arrêter le bras destructeur du gouvernement, bloquer et abroger chacune des contre-réformes, en commençant par celle des retraites. Tel est l'enjeu de la discussion qui prépare la conférence pour l'unité ouvrière du 11 décembre.

(1) *Mobilisations au quotidien* (CGT, 2 novembre 2010).



**11 DÉCEMBRE**  
CONFÉRENCE NATIONALE  
POUR L'UNITÉ  
OUVRIÈRE

RÉUNIONS, DÉLÉGUÉS, MANDATS...

# 126 premiers délégués déjà désignés

Réunion à Bourg-en-Bresse (Ain)

**“C'est vrai qu'il y a un gros problème... et qu'il faut une solution !”**

Compte rendu d'une discussion entre syndicalistes des transports publics et de l'enseignement, qui s'est tenue le 9 novembre 2010.

**J**e me méfie des partis politiques, je ne veux pas être récupéré. Aussi, je m'interroge : est-ce que le POI, avec cette conférence pour l'unité ouvrière, entend préparer un programme et avoir des voix pour les élections ou est-ce vraiment pour mobiliser du monde pour faire une action ?

— Le POI est un parti composé de membres qui adhèrent librement s'ils le souhaitent. Mais l'objet de l'appel, c'est d'ouvrir une discussion la plus large possible avec tous ceux qui se sont battus pour le retrait du projet de loi et qui ne se résignent pas. La discussion, c'est pour ne pas se faire avoir une deuxième fois.

— Déjà, on s'est fait avoir en 2009. Alors, c'est un peu désespérant.

— Ce qui a changé par rapport à 2009, c'est que là, les militants syndicaux n'ont pas suivi docilement les consignes des dirigeants nationaux, ils se sont bagarés dans leurs syndicats pour que le mot d'ordre de retrait soit adopté dans les appels communs. Ainsi, dans l'Ain, toutes les unions départementales ont pris position pour le retrait, non seulement FO et la CGT, mais même la CFDT.

— Oui, mais la bagarre s'est menée département par département, on n'a pas réussi à la mener au niveau national.

— C'est tout le problème posé par la conférence : comment faire pour que l'unité sur le mot d'ordre du retrait réalisée localement dans certains départements puisse se faire aussi à l'échelle nationale ?

— Il faut s'unir. Je pense qu'il a manqué un appel national des confédérations après le 12 octobre.

— C'est désespérant, ce qui s'est passé, je me sens petit, je souhaite comprendre ce qui s'est passé. Une mobilisation aussi importante qui n'a pas donné ses fruits, cela m'inquiète. Avec Sarkozy, il n'y a pas moyen de discuter. Nous avons été 3 millions, il y a eu les blocages des raffineries, de Marseille, les lycéens, et, malgré tout ça, la loi a été votée. Maintenant, faudra-t-il qu'on soit 4 ou 5 millions ?

— A mon avis, la cause du blocage est de nature politique. Face à Sarkozy, il n'y a pas eu de véritable opposition du côté de la gauche, qui a donné une caution démocratique au débat parlementaire en déposant des amendements. N'est-ce pas parce que le PS, le Parti de gauche et le PCF refusaient de rompre avec les diktats de l'Union européenne, comme le dit la déclaration du POI ?

— C'est quoi, un diktat ?

— Un diktat, c'est une mesure imposée par en haut, par Bruxelles, sans aucune possibilité pour les citoyens et leurs représentants (les députés) de s'y opposer autrement que par un rejet total des institutions européennes, ce que les députés de gauche ne veulent pas.

Ils acceptent le diktat qui veut que la dette soit réduite, et donc que les retraites soient remises en cause dans ce but, comme le demandent les marchés financiers.

— La déclaration propose de préparer une conférence de délégués pour discuter nationalement de toutes ces questions. Qui peut-on envoyer comme délégué pour faire état de notre échange d'aujourd'hui et d'autres que nous pouvons avoir d'ici le 11 décembre ?

— Moi, je ne sais pas bien m'exprimer, alors je ne suis pas très chaud...

— La question n'est pas de savoir bien parler, mais que, dans la conférence, se retrouvent tous ceux qui ont été dans la bagarre pour le retrait et qui, aujourd'hui encore, refusent cette loi et se positionnent pour son abrogation. Donc, je pense qu'il est important que dans la conférence, il y ait des ouvriers de l'Ain.

— Le mandat que peut porter le délégué, c'est la discussion que nous menons en ce moment.

Je propose que l'on rédige un compte rendu de cette discussion, que nous l'envoyions à *Informations ouvrières* et que nous le diffusions autour de nous pour non seulement le faire connaître, mais aussi commencer à collecter l'argent pour financer la montée de délégués.

Val-d'Oise

**Deux premiers délégués à la Sécurité sociale**

Extraits de discussions

**D**ans la CGT, il y a une forte opposition à la politique d'alliance avec Chérèque. De nombreux syndicats, fédérations, unions départementales comme dans le 95, ont demandé souvent avec tous les syndicats l'abandon de la loi. Il y a quelques jours, le congrès de l'union locale de Cergy a voté à l'unanimité pour l'abrogation de la loi ! C'est formidable pour la suite du combat.

— C'est sûr que le gouvernement va vouloir enchaîner sur les autres dossiers. L'autre jour, un gars de la CFDT a pris la parole en disant que tout cela allait faire réfléchir Sarkozy. Je lui ai dit qu'à mon avis, il se trompait ; c'est comme le dépôt par le PS d'un recours au Conseil constitutionnel, c'est de la poudre aux yeux...

— Il faut que tous les syndicats demandent la suppression de la loi. Déjà, on a perdu notre caisse de retraite (la CPPOSS), après on est passé à 40 ans comme une lettre à la poste. Ma santé est fragile, j'ai changé quatre fois de centre en quinze ans, je ne me vois pas travailler jusqu'à je ne sais pas quel âge.

— La loi, c'est un amuse-gueule, ils veulent nous emmener jusqu'à 67, 70 ans, comme aux Etats-Unis.

— On aurait dû bloquer le pays dès le début, faire comme aux Antilles : ils ont fait bloc dès le début et ils ont obtenu des résultats. ■



Photo AFP

Deuxième réunion à Compiègne (Oise)

**“Il faut que la base réussisse à imposer sa volonté”**

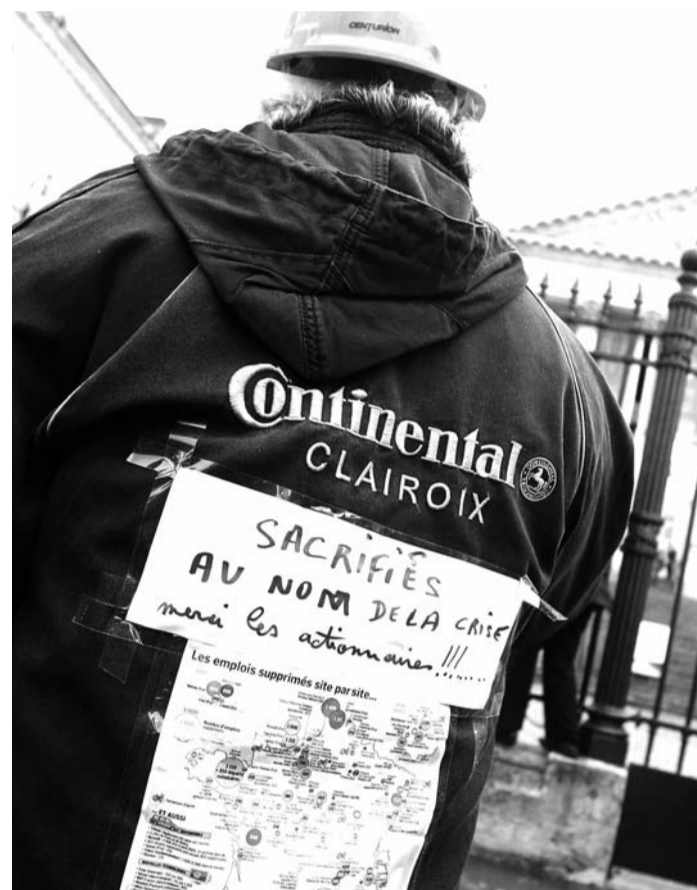


Photo AFP

**Un enseignant retraité, militant du SNES :** « Les dés étaient pipés dès le début entre les deux principales centrales syndicales, aucune n'a parlé de retrait ; on a parlé de débat, mais il n'y en a pas eu non plus ! Et tout de suite, la négociation pour faire passer la loi, et le PS a bien joué le jeu. J'ai été impressionné par les mobilisations successives, et au fur et à mesure des manifs, ça a dépassé la question de la bataille des retraites, il y avait aussi la question des salaires, le ras-le-bol général, la colère... Cela faisait très longtemps que l'on n'avait pas assisté à un tel mouvement. Il faut que les partis se prononcent tout de suite et se mobilisent, et avant 2012. »

**Un militant syndicaliste de la chimie :** « Les syndicats appellent encore à une journée d'action le 23 novembre ! Maintenant, les travailleurs savent tous qu'ils n'appelleront pas pour l'abrogation de la loi, et encore moins à la grève générale, alors je me pose la question : est-ce qu'on connaîtra encore un mouvement de l'ampleur de celui-ci ? Ma confédération dit toujours la même chose : on ne l'a pas fait parce que "l'opinion publique" n'y est pas favorable. Mais si on avait fait deux ou trois jours de grève au bon moment, c'était fini ! (...) Sur la question des partis, je ne pense pas qu'ils feront quoi que ce soit avant 2012, aucun parti ne va se mouiller maintenant. Et le pire, c'est que certaines organisations syndicales se fondent totalement dans la perspective de 2012. Maintenant, la question, c'est de se préparer à nouveau, et d'y aller une bonne fois pour toutes. »

**Un enseignant du POI :** « Le mandat confié à Thibault par sa base, c'était le retrait de la loi ; il faut que la base réussisse à imposer sa volonté, c'est l'enjeu de la conférence. Cela a souvent mis les militants de la CGT dans une position délicate, car ils étaient pour la grève jusqu'au retrait, avec la majorité des travailleurs et des militants, mais contre leur direction. »

Sur la base de cette discussion, quatre délégués ont été mandatés pour la conférence nationale et une troisième réunion de préparation aura lieu le samedi 4 décembre, à Compiègne. ■

Discussion entre militants en Savoie

**“La mobilisation a contredit la loi sur la représentativité syndicale”**

**N**ous, les salariés, on a l'impression d'avoir fait tout ce que l'on pouvait : le 19 octobre, il y avait des millions de manifestants. Et deux jours après, la décision des organisations a représenté un affront pour la classe ouvrière. Le syndicat FO des territoriaux a réussi à faire prendre position à la CGT et à SUD pour le retrait.

Des syndiqués CGT pensent que la réforme est mauvaise, mais l'union départementale CGT, qui écoute le sommet, n'a pas suivi (...).

Tout cela m'interroge. La lutte de classe va s'exprimer autrement que par les syndicats construits par nos anciens : le tandem Thibault-Chérèque, était-il possible de le surmonter ?

Comment s'organiser pour redonner du sens à ce combat ?

Nous sommes un peu désemparés (...). Il a manqué peu de chose pour y arriver, pour balayer les hésitations.

*“Il a manqué un outil !*

*Comment les syndicats*

*vont-ils faire après ?*

*La grève interpro*

*dans la situation qui vient,*

*il faudra bien qu'on y arrive.*

*Comment retrouver un outil ?”*

— A la SNCF, il y a eu une assemblée tous les matins, avec 200 cheminots présents, pour la reconduction de la grève, c'est un mouvement très profond. La preuve, la loi de repré-

sentativité syndicale qui prétendait interdire les organisations dites “non représentatives” a été contredite par la volonté d'unité des travailleurs avec leurs organisations. Qu'est-ce qui manque pour gagner ? Il y a eu flottement à la SNCF, chacun cherchait un moyen pour bloquer. Et il ne faut pas opposer les grévistes et les non-grévistes.

L'accord au sommet du tandem CGT-CFDT n'est pas forcément dans tous les secteurs. La question des comités de grève, l'embryon de comité de grève, s'est posée.

Les salariés ne sont pas démoralisés, l'un d'entre eux dit : “La flamme qui vient de s'allumer ne s'est pas éteinte.”

Le 11 décembre, c'est pour aider à résoudre ces questions. ■

Centre de tri PTT de Bobigny (Seine-Saint-Denis)

**“Informations ouvrières a été un outil pour moi”**

**I**nformations ouvrières a été un outil pour moi, pour combattre à l'intérieur de SUD pour le mot d'ordre de retrait et sur la nécessité de l'unité pour la grève jusqu'au retrait. Il était juste de s'adresser comme nous l'avons fait aux confédérations. Mais je me pose une question : une fois que l'on a constaté que les dirigeants résistent à l'appel de la base, qu'est-ce que l'on fait ? Le rôle des militants qui sont sur le terrain de classe ne se résume

pas à une supplique aux appareils, qui devient alors incantatoire. C'est pourquoi, on a vu non seulement des milliers continuer, malgré tout, à manifester lors des journées d'action, mais aussi des milliers de militants de tous bords prendre des initiatives sans directives des dirigeants pour obtenir satisfaction (reconductions de la grève, blocages d'entreprises avec l'appui de regroupements syndicaux interprofessionnels...). ■



TRIBUNES LIBRES, DÉBATS, DISCUSSIONS...

# dans 30 départements

Invitation à une réunion parisienne, le 25 novembre

## “Il ne faut pas sous-estimer la volonté de la classe ouvrière”

Une réunion de militants du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris s'est tenue, jeudi 4 novembre, pour discuter de la proposition du POI d'une conférence nationale de délégués le 11 décembre « pour l'unité ouvrière pour arrêter le bras destructeur du gouvernement ».

Dans la lettre d'invitation à cette réunion, il était écrit : « On a vraiment été à deux doigts de bloquer tout le pays. La grève générale affleure. Et pourtant, cette loi a bien été votée. » Qu'est-ce qui a manqué ? A quels obstacles avons-nous été confrontés ? Comment les surmonter ? Voici quelques éléments de notre discussion. Nous ne prétendons pas avoir de réponse achevée. Nous avons élu dix premiers délégués à la conférence nationale du 11 décembre. Sans forcément partager toutes les positions du POI, nous estimons cette discussion indispensable, et c'est pourquoi nous proposons une rencontre parisienne, jeudi 25 novembre, pour discuter de ces problèmes. « L'idée de la conférence pour l'unité ouvrière pour arrêter la destruction voulue par le gouvernement, je trouve ça intéressant. Je suis partie prenante de cette discussion avec le POI. Ça s'est joué à très peu. C'est passé très près

pour le gouvernement et pour ceux qui pensaient la loi amendable. Ça change fondamentalement la donne. L'unité, ça existe de manière forte, même quand les mots d'ordre confédéraux sont à côté de la plaque... On ne peut pas sous-estimer la volonté de la classe ouvrière française qui est en mouvement... »

Je suis de ceux qui pensent qu'il y a eu une insuffisance politique, avec la stratégie des confédérations évitant d'appeler au retrait et à la grève.

Quant aux partis qui se réclament de la gauche... J'étais furieux de la manifestation qui est passée aux Gobelins avec l'entonnoir des partis, et notamment le PS, où on était obligé de passer au milieu d'eux (...).

— Je suis assez pessimiste (...). A La Poste, à Paris, il y a eu peu de grévistes. Avant, avec le service actif, les préposés pouvaient partir à 55 ans, on leur a ratiboisé ça et ajouté maintenant deux ans de plus. Or dans mon service, j'étais le seul gréviste.

— Chacun est sorti suivant ses moyens. Je suis optimiste, les gens vont rebondir ; c'est ancré dans la tête. Ça va repartir s'ils annoncent la casse de la Sécu. La conférence, ça va permettre de clarifier.

— Dans mon lycée, on a été en grève reconductible plusieurs jours, c'était une vraie volonté, mais on n'a pas



Photo / O

réussi. Si on était à deux doigts de réussir, le problème qui se pose, c'est comment on gagne la prochaine fois.

A la CGT, lors du référendum sur l'Europe, la direction n'était pas pour se prononcer, mais elle a fini par appeler à voter non. Il n'y a rien de joué d'avance...

Que peut-on faire ensemble ? Des prises de position unitaires pour l'abrogation de la loi !

Il faut faire circuler les infos. Il faut établir des liens au niveau local.

— Ce que je pense, c'est qu'il n'y a pas eu d'appel national parce que c'est voulu politiquement. C'est une volonté politique des confédérés qu'il faut débloquent.

Dans ma confédération, contrairement à avant, maintenant on dit qu'on ne peut pas appeler d'en haut parce qu'une confédération doit faire ce que souhaite la base. Mais je pense qu'un dirigeant est là pour diriger, dire ce qu'il pense, et pas pour faire du suivismisme. ■

### Contribution

Christine, syndicaliste CGT commerce (Seine-et-Marne)

## “Qui a décidé que le mot d'ordre ne devait pas être “retrait” ?”

Après les nombreuses journées d'actions pour le retrait de la contre-réforme des retraites, nous nous trouvons devant une situation inédite. Malgré des millions de salariés, de retraités, de jeunes dans les rues, le gouvernement Sarkozy ne lâche rien et s'obstine à imposer sa contre-réforme injuste et criminelle pour la classe ouvrière. Les dirigeants de nos syndicats ont joué la montre en ne proposant que des journées d'action saute-mouton. Nous n'avions pas encore passé la manifestation du 6 novembre que, déjà, on nous parlait d'une nouvelle journée « entre le 22 et le 26 novembre », alors qu'il fallait décider la grève générale et reconductible jusqu'au retrait pur et simple de cette contre-réforme. Les militants de base étaient prêts à passer à l'action et ils n'ont été retenus que par les directions, qui, au lieu de jouer leur rôle, les renvoyaient chacun dans leur coin à décider de s'engager ou pas (je les invite à venir expliquer cela dans nos établissements commerciaux, à Carrefour-Market, Leader Price... où la pression patronale, à laquelle sont confrontés nos syndicats et les salarié(e)s, est énorme). On nous a dit : « La grève générale ne se décrète pas en haut, c'est en bas, aux salariés, de décider les formes d'action qu'ils jugent le plus

adaptées... » Mais qui a décidé les journées saute-mouton ? Qui a décidé que le mot d'ordre ne devait pas être retrait ? Chèreque, la CFDT ! Encore une fois la CFDT.

La conférence nationale pour l'unité ouvrière me semble arriver au bon moment, pour entendre ce que les militants syndicaux ont à dire, ce que chacun de nous tire comme leçon de cette période de dix mois au cours desquels nous avons combattu dans nos syndicats, dans les assemblées, pour faire entendre l'aspiration de tous au retrait de la réforme des retraites et pour y aller une bonne fois, dans la grève jusqu'au retrait.

### “Nous regrouper autour de ce que nous avons en commun pour former l'unité des travailleurs”

Entendre aussi ce que les militants des partis de gauche pensent des positions prises par leurs directions, qui — empêtrées qu'elles sont dans leur commune acceptation du cadre contraignant des traités de Maastricht, Amsterdam et compagnie — se sont perdues dans une bataille d'amendements sans espoir, s'interdisant d'exiger clairement le retrait de la réforme.

Il s'agit de se rassembler autour d'un projet, de la même façon que nous l'avons fait lors de la campagne pour l'interdiction des licenciements. Nous avons réussi à rassembler, dans le sud de notre département de Seine-

et-Marne, des syndicalistes, des militants socialistes, communistes, POI et NPA autour d'une idée qui paraissait si simple et si évidente, mais qui ne semblait pourtant pas l'être pour tous les partis.

Nous avons su fédérer pour l'interdiction des licenciements.

De la même façon, nous avons clarifié le mot d'ordre dans la bataille pour le retrait de la contre-réforme des retraites, en discutant avec les bases, qu'elles soient syndicales ou celles des partis politiques.

Il est temps de nous réunir pour confronter nos expériences de ces dix mois, faire un tour d'horizon de tout ce qui est détruit dans nos droits et nos acquis, les reculs que notre société accumule, décret après décret, dans l'éducation, la santé, les transports, l'énergie..., et ce que Sarkozy nous prépare dans la foulée des retraites.

Il faut regrouper, rassembler les forces de tous les travailleurs, des militants, des chômeurs, des jeunes pour lutter contre les lois des marchés financiers du régime capitaliste. La conférence nationale pour l'unité ouvrière, c'est provoquer le débat, ouvrir la discussion entre les adhérents et les militants de toutes tendances pour confronter nos points de vue et nous regrouper autour de ce que nous avons en commun pour former l'unité des travailleurs, afin, comme le dit le titre de l'invitation, de « stopper le bras destructeur du gouvernement ». ■

## BRÈVES

### Crépy (Oise)

Au lycée, quatre professeurs se sont réunis, puis six autres. L'un d'eux explique : « Je suis plutôt proche du PS, mais là, je suis déçu. Il est clair que, pour eux, il faut une réforme et qu'ils laissent Sarkozy la faire pour ne pas avoir à la faire eux-mêmes. »

### Montbéliard (Doubs)

Réunion de préparation de la conférence le 19 novembre, à 18 heures. L'invitation reproduit les premières réflexions de militants d'origines diverses. « Il ne s'agit là que de quelques réflexions parmi les centaines qui traversent la tête de tous les militants. Alors, commençons à en discuter, à échanger. C'est de cette façon que nous pourrions trouver des débuts de réponses. »

### Marseille Saint-Just (Bouches-du-Rhône)

Cinq enseignants se sont réunis le 5 novembre : — « Il y a eu les réquisitions de grévistes, la trahison des élus du PS. Il y a un déni de démocratie, on ne peut pas attendre les élections. Il faut mettre la pression : Sarkozy “réforme”, il tire les marrons du feu. Le PS est content : le boulot est fait, ils n'iront pas le défaire. » — « Il n'y a pas eu de réquisition depuis 1963, sous de Gaulle. Les organisations syndicales, pour beaucoup, vont contre la volonté de leur propre base. La conférence, c'est une autre représentation, autre que parlementaire, autre que les dirigeants nationaux. »

### Aéroport de Roissy (Seine-Saint-Denis)

Six délégués ont été désignés pour la conférence. A Aéroports de Paris, trois délégués se sont dégagés, dont un militant CGT et un militant CFTC. A Air France, deux réunions ont permis de dégager une autre déléguée, syndicaliste. Comme l'a dit l'un d'entre eux : « Et dans le même temps, les emplois du CCE d'Air France sont sur la sellette. On se demande si on va être encore payé. »

### Mantes (Yvelines)

Dans son intervention, un militant de la FSU déclare : « On se regarde, on se regarde tous pour savoir si on va partir en grève. » Il sent bien « qu'en bas », les travailleurs sont prêts. Ce qui est encore indistinct, c'est le rapport entre les travailleurs « en bas » et les directions. Il est prêt à travailler avec nous pour trouver une issue. Il s'est porté volontaire pour aller à la conférence du 11 décembre. Il a corrigé le projet d'appel à la prochaine réunion à Mantes, le 19 novembre.

**Vous voulez participer aux débats préparatoires à la conférence ?  
Lisez, abonnez-vous à “Informations ouvrières”, le journal de la conférence.**